

Les frasques de l'entreprise papetière Stora Enso au Brésil



Image: Yle - http://yle.fi/uutiset/news/2010/10/stora_enso_accused_of_illegalities_in_brazil_2045100.html

Mika Rönkkö, *Outras Palavras*, 23.04.2010 - <http://www.outraspalavras.net/2010/04/23/adeus-a-era-do-%E2%80%9Cme-da-um-emprego-ai%E2%80%9D/>

Mika Rönkkö est le responsable de l'édition finlandaise du Le Monde Diplomatique. Il a vécu en Namibie et au Brésil, et parle portugais.

Traduction : Juliette Delattre pour *Autres Brésils*



« *Mentir, c'est encore ce que l'entreprise Stora Enso sait faire de mieux* », déclare l'économiste João Pedro Stédile, figure de proue du Mouvement Sans Terre (MST) dont il est l'un des fondateurs. Avec près de 1.500.000 membres, le MST est l'un des mouvements sociaux les plus influents du monde. L'organisation s'attache à défendre le droit des petits propriétaires à disposer de leur propre terrain.

La concentration de la propriété de la terre au Brésil est l'une des plus inégalitaires au monde: 1% de la population dispose d'à peu près la moitié des aires cultivables. La stagnation du programme de réforme agraire a incité des membres du MST à occuper des terres appartenant à de grands propriétaires. La fureur ressentie par ceux-ci est relayée par les grands médias. Les Sans-Terre sont brocardés comme étant des terroristes, écroués dans certaines régions du pays. « *L'entreprise Stora Enso a adopté le discours et les méthodes de l'élite brésilienne* », affirme Stédile. « *Stora Enso déforme délibérément nos propos, poursuit João Paulo Rodrigues, l'un des coordinateurs du MST. Ayant grandi sur un terrain occupé par des Sans-Terre, Rodrigues fait partie de la nouvelle génération du MST.*

380 000 familles se seraient installées sur des terrains non exploités, selon les estimations du mouvement. Les parents se sont mis à les cultiver, et ont pu envoyer leurs enfants à l'école, notamment celles du MST. Toutefois, 97 000 familles vivent encore dans des baraques situées en bordure de route, dans l'attente d'obtenir un lopin de terre dans l'un des campements du MST.

Plusieurs organisations environnementales soupçonnent Stora Enso de retarder la mise en œuvre de la réforme agraire. Selon João Paulo Rodrigues, l'entreprise dispute des terrains aux Sans-Terre, qui font partie des plus individus démunis de la société brésilienne. « *En dix ans, le MST a conquis 80 000 hectares de terrain à force de pressions sur les grands propriétaires, alors que Stora Enso a obtenu des centaines d'hectares en trois ans. C'est inacceptable.* »

Malgré leurs différends, le MST et Stora Enso avaient convenu de se rencontrer en juin 2009. Le mouvement entendait informer l'entreprise finno-suédoise d'abus commis par Stora Enso au Brésil. L'espoir de surmonter leurs dissensions était grand. « *Nous pensions pouvoir résoudre nos conflits avec les responsables finlandais et suédois de l'entreprise posément,*



déclare João Paulo Rodrigues. Mais contrairement à nos attentes, Stora Enso a décidé de nous attaquer publiquement ».

Dans un entretien accordé en août [2009] au Helsingin Sanomat, le premier quotidien finlandais, le directeur de la communication de Stora Enso, Lauri Peltonen, a déclaré que Rogrigues avait menacé l'entreprise d'employer des moyens violents si elle ne se décidait pas d'elle-même à quitter le Brésil. Un autre représentant de Stora Enso a affirmé dans le même journal que des femmes Sans-Terre auraient agressé des policiers à la faux, lors d'une mobilisation tenue dans un champ d'eucalyptus. Le directeur général de Stora Enso, Jorma Karvinen a repris ces accusations la semaine suivante, publiées par le Helsingin Sanomat.

« Ce ne sont que des mensonges, assure João Paulo Rodrigues. Je leur ai dit précisément le contraire : je leur ai signalé que les initiatives prises par Stora Enso molestaient les Sans-Terre, menant même certains d'entre eux à la mort ».

Les règles de la gestion foncière sont équivoques au Brésil ; la corruption est fréquente dans les offices publics. Les disputes sont monnaie courante, et souvent violentes. Ce sont en général les activistes défendant la réforme agraire qui sont les plus malmenés. Des conflits qui se sont soldés à plus de 1300 morts d'agriculteurs au cours de ces vingt dernières années, selon la Commission Pastorale de la Terre au Brésil.

« La mainmise de Stora Enso sur les terres cultivables ne fait qu'accroître la violence des rapports entre agriculteurs. Ceux qui se mobilisent pour revendiquer plus de terrains, y compris ceux qui appartiennent à Stora Enso, sont assaillis par les grands propriétaires et par la police », affirme João Paulo Rodrigues. Selon Stédile, Stora Enso délivre de fausses informations aux médias. « Les journaux brésiliens ont révélé que l'entreprise détenait une permission spéciale pour implanter ses exploitations dans des zones frontalières. Les journaux finlandais évoquent des menaces de violences qu'aurait proféré le MST. Stora Enso ne dit jamais la vérité ».

La réputation de l'entreprise scandinave est sérieusement mise à mal. Des promoteurs brésiliens ont entamé diverses actions contre Stora Enso, allant d'accusations de corruption à l'achat illégal de terrains cultivables.



Des organisations environnementales ont montré que les monocultures d'eucalyptus nuisaient à l'environnement, non seulement par l'usage de pesticides et d'herbicides, mais aussi en entraînant l'assèchement des nappes souterraines et la détérioration des sols.

Ce sont cependant les conséquences sociales d'une telle culture que le MST juge les plus inquiétantes. Les grands propriétaires ne font qu'une bouchée des plus petits. Les chances d'obtenir un emploi dans une exploitation agricole s'amenuisent, tandis que les terrains disponibles pour la production locale d'aliments se font de plus en plus rares.

Un nouveau chapitre de la politique brésilienne s'est ouvert en 2002, avec l'élection du président Lula. Les mouvements sociaux constituent en effet les bases du PT, le parti du président. Ainsi, le MST et de petits syndicats étaient les principaux partisans du candidat à la présidentielle dans les régions agricoles. Ces mouvements espéraient qu'une fois élu, Lula mène une révolution sociale. Celle-ci n'a pas eu lieu. Si le premier gouvernement Lula a effectué quelques réformes, elles ont toujours été le fruit de marchandages politiques. Le gouvernement et le PT se sont ainsi désolidarisés de mouvements sociaux tels que le MST.

« La mise en œuvre de la réforme agraire a sans cesse été reportée au cours du second gouvernement de Lula. Durant son premier mandat, Lula avait annoncé son intention d'attribuer des terres à 100 000 familles ; mais l'objectif a chuté à 20 000 familles par an, ces dernières années. Par ailleurs, la plupart des terrains récemment distribués à des Sans-Terre se situent en Amazonie – une zone qui devrait être préservée et non peuplée », déclare Rodrigues.

Le conflit entre Stora Enso et le MST matérialise le choc entre deux modèles de développement radicalement différents. *« Ce n'est pas Stora Enso, ni l'industrie du papier que nous défions ; nous nous opposons à son modèle économique, de concentration agraire dans les mains d'une élite restreinte »,* poursuit Rodrigues.

Pour les Sans-Terre, les initiatives de Stora Enso s'assimilent à celles des latifundiaires. Implantée sur de vastes terrains, l'entreprise opère des investissements massifs, tout en bénéficiant d'exemptions fiscales. Elle contrôle toute les terres cultivables, assèche les sources, et pollue l'environnement avec les pesticides qu'elle utilise. *« Nous nous mobilisons pour l'instauration d'un autre modèle de développement, qui soutienne et stimule la*



production d'aliments, et qui créent des emplois dans les régions agricoles », déclare Rodrigues.

João Pedro Stédile assure qu'il est possible de cultiver de l'eucalyptus sans nuire à l'environnement, sur de petites surfaces. *« Un petit producteur pourrait planter à peu près deux hectares d'eucalyptus sur un terrain de dix hectares, suggère Stédile. Mais l'industrie du papier et du cellulose n'est pas favorable à cet idée. Ce qui compte, c'est la rentabilité maximale, quelles que soient les conséquences sociales et environnementales ».*

Stédile n'a rien de positif à dire sur Stora Enso : « l'entreprise expédie la pulpe produite dans la région de Bahia en Finlande, où elle sera pressée : les brésiliens n'en tirent aucun profit. Les précédents exploiters, des entreprises brésiliennes, produisaient au moins une partie du papier sur place. Stora Enso ne respecte pas la loi. De nombreuses actions judiciaires ont été engagées contre elle, pour des affaires de corruption notamment. Malgré tout, les activités de Stora Enso continuent à être prospères.

L'entreprise verse certes quelques dizaines de millions de dollars à l'Etat brésilien, mais en envoie des centaines de millions en Finlande. A quoi ça rime ? La Finlande, principal gestionnaire de l'entreprise, ne cache pas ses pratiques néo-impérialistes.»¹

Le ministre finlandais de la Défense, Jyri Häkämies (issu du Parti de la Coalition Nationale), chargé des questions liées à la direction d'entreprises à participation publique, a plusieurs fois affirmé au sein du Parlement que le gouvernement n'interviendra pas dans les activités de Stora Enso. Kari Järvinen, le PDG du groupe Solidium qui gère la participation de l'Etat finlandais dans l'industrie, se fait l'écho du ministre : il ne juge pas utile de donner suite aux plaintes émises à l'encontre des crimes perpétrés par l'entreprise au Brésil².

Häkämies a publiquement admis que les frasques de Stora Enso entachaient la réputation d'une entreprise à participation de l'Etat finlandais³. Malgré tout, ce cacique du parti de droite

¹ Article paru dans le Helsingin Sanomat, le 30.08.2009 :

www.hs.fi/english/article/Stora+Enso%E2%80%99s+jackpot/1135248979552

² Déclaration publiée dans le Helsingin Sanomat, le 30.08.2009 :

www.hs.fi/kotimaa/artikkeli/Valtio+ei+puutu+Stora+Ensoon+kohdistuviin+rikossyyt%C3%B6ksiin/1135248933531

³ « Les agriculteurs chinois perdent des terres au profit de Stora Enso », un article paru dans le Helsingin Sanomat le 26.4.2009 et « Les syndicats finlandais s'indignent de la prise de contrôle de Stora Enso par la Suède », Helsingin Sanomat, 23.3.2009.

www.hs.fi/english/article/Chinese+farmers+lose+land+to+Stora+Enso+tree+plantations/1135245537698.



du gouvernement envisage la mission de l'Etat sous l'angle du soutien à la création d'un environnement favorable pour les affaires. « *Nul gouvernement n'est jamais intervenu dans les activités de production de l'entreprise. Ce n'est pas le nôtre qui changera la tendance*⁴ ».

⁴ Article paru dans le Yle News, le 27.3.2009,

http://yle.fi/uutiset/news/2009/03/hakamies_state_will_not_pressure_stora_ensu_to_stay_645905.html?sendtofriend=true